



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

28 AVR. 2023

Arrêté du portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin (H.B.G.H.R.) de se mettre en conformité pour son site de carrière de Hirtzfelden (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral n° 003272 du 14 novembre 2000 portant renouvellement d'autorisation d'exploiter et extension de la carrière exploitée sur le territoire de la commune de Hirtzfelden pour la société Orsa Granulats Alsace ;

VU les autres actes administratifs et en particulier l'arrêté préfectoral n° 02-2840 du 14 octobre 2002 autorisant le changement d'exploitant au bénéfice de la société Holcim Granulats ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2020 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 ;

VU la visite d'inspection du site effectuée le 2 mars 2023 ;

VU le rapport du 7 mars 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à cette visite ;

Considérant que l'article 17-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000, modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2020 susvisé, impose que le talus en bordure Sud-Est de la plateforme soit végétalisé avec des essences adaptées et locales et ce avant le 31 décembre 2020 ;

Considérant que lors de l'inspection du 2 mars 2023, il a été constaté que cet aménagement n'avait pas été réalisé alors que le délai est échu ;

Considérant que cela constitue un non-respect des prescriptions de l'article 17-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 modifié susvisé et qu'il convient d'y remédier ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation

des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société H.B.G.H.R., désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est lieu-dit Ritty – 68730 BLOTZHEIM, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'article 17-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 modifié susvisé, pour sa carrière de Hirtzfelden (68).

Article 2 : Pente de talus d'extraction

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 17-1 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2000 modifié susvisé, l'exploitant :

« (...)

avant le 31 décembre 2020, la partie de talus à sec concernée (plan annexé au présent arrêté) (talus en bordure Sud-Est de la plate-forme de traitement et stockages temporaires) sera végétalisée avec des essences locales propices à optimiser la stabilité de ce talus ; l'opération d'aménagement et de plantation devra être élaborée par un professionnel ou un bureau compétent ; les plantes/essences utilisées devront être des plantes/essences adaptées (nécessitant peu de régallage préalable de terre végétale) et locales. »

Article 3 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **28 AVR. 2023**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification